

Azerbaïdjan



«La délivrance d'un permis d'entrée en Russie pour Bako Sahakian, représentant du régime séparatiste illégal établi dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan, compromet les efforts visant à faire avancer le processus de négociation sur le conflit du Haut-Karabakh et contredit la médiation russe en tant que coprésident du groupe de Minsk de l'OSCE,» a déclaré le **ministère des Affaires étrangères** de l'Azerbaïdjan.

"Cette étape de la partie russe ne correspond pas au niveau élevé des relations actuelles entre l'Azerbaïdjan et la Russie et contredit le cadre juridique des relations bilatérales, en particulier le Traité d'amitié, de coopération et de sécurité mutuelle entre la Fédération de Russie et la République d'Azerbaïdjan , qui stipule : *"Les parties s'engagent à ne pas soutenir les mouvements séparatistes, ainsi qu'à interdire et réprimer les activités des individus, contre la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Etat"*.

De tels voyages du «chef» du régime illégal dans les pays des coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE peuvent conduire à un développement imprévisible de la situation autour du conflit. Dans ce cas, toute la responsabilité incombera au côté arménien", conclut le ministère.

(...)



«La récente déclaration du Premier ministre par intérim arménien Nigol Pachinian, réitérant l'idée sans fondement déjà exprimée d'une participation du Haut-Karabakh aux négociations, même si elle visait une consommation interne pendant la période préélectorale, mine le processus de règlement, déjà fragile, et démontre la véritable intention de l'Arménie. Ce faisant, le gouvernement arménien va consolider la situation actuelle créée par le recours à la force contre l'Azerbaïdjan,» a déclaré **Leyla Abdullayeva**, porte-parole du ministère azerbaïdjanais des Affaires étrangères.

"Si Pachinian était intéressé par le règlement du conflit, il ne créerait pas d'obstacles au format actuel des négociations sous l'égide du groupe de Minsk de l'OSCE, où les participants directs sont l'Arménie et l'Azerbaïdjan, comme cela est clairement déterminé par la décision du Conseil ministériel d'Helsinki de 1992 (CSCE/OSCE).

Les déclarations controversées et sans fondement de Nigol Pachinian montrent qu'il n'ira pas plus loin que son prédécesseur dans "*la conception du meilleur avenir*" pour le peuple arménien et soulève des doutes sur la sincérité de l'Arménie dans la perspective d'une coopération bilatérale. Ce sujet a été discutée lors de la visite des coprésidents du Groupe de Minsk du Groupe de l'OSCE dans la région», a ajouté Abdullayeva.

(...)



«Bakou s'attend à ce que la communauté internationale ait le dernier mot sur le règlement pacifique du conflit du Haut-Karabakh. Afin de résoudre ce problème dans un avenir proche, le dernier mot de la communauté mondiale est nécessaire. Ici, nous rencontrons souvent des normes doubles, voire triples. Il est important de respecter le droit international

et la justice," a déclaré l'ambassadeur d'Azerbaïdjan à Minsk, **Latif Gandilov**.

Répondant à la question de savoir quand Minsk pourra organiser une conférence où le conflit du Karabakh sera finalement réglé, l'ambassadeur a déclaré que Bakou espérait un règlement rapide de cette question ; et d'ajouter :

«Le peuple azerbaïdjanais attend une solution juste et pacifique à ce problème depuis 26 ans. L'Arménie n'est pas disposée à résoudre le conflit de manière pacifique et prolonge le règlement.»

Gandilov a également noté la position de la Biélorussie concernant le conflit du Haut-Karabakh.

"Je suis très heureux des relations entre l'Azerbaïdjan et la Biélorussie. La Biélorussie comprend nos problèmes. En particulier, je suis très satisfait de la

position objective de la Biélorussie sur toutes les questions politiques importantes, y compris sur le conflit du Haut-Karabakh.

La Biélorussie n'a pas deux poids, deux mesures, c'est très important; cela représente toujours la justice.

La Biélorussie a toujours été active sur ce dossier. Même le nom du groupe de l'OSCE [Minsk] dans le processus de négociation sur le règlement du conflit montre que Minsk est toujours sous les projecteurs des événements,» a souligné le diplomate.

Répondant à la question de savoir ce que Minsk peut faire pour un règlement pacifique du conflit, M. Gandilov a indiqué que la position ferme de la Biélorussie sur l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan en dit long.